

A propos de quelques tags, des tomates et la perturbation d'une session d'info sur la maxi-prison



Le jeudi 30 janvier 2014, la Régie des Bâtiments, le Ministère de la Justice et d'autres représentants des autorités ont organisé à Haren (Bruxelles) une session d'information afin de vendre leur projet d'une maxi-prison. Car, pour faire avaler un projet aux gens, il ne faut pas seulement écraser toute résistance active, il faut aussi donner l'illusion que les autorités sont à l'écoute. Le soir avant, des slogans contre la construction de la maxi-prison sont apparus sur les murs du village et aussi sur l'école où s'est tenue cette séance d'intoxication. Le soir même, des dizaines de policiers en uniformes et en civils patrouillent les rues et les abords de l'école. Quand la police décide de virer quelqu'un sous prétexte que la personne avait des œufs et des tomates sur lui (A notre avis, c'est toujours mieux de jeter des fruits pourris sur les pourritures qui venaient vendre la maxi-prison que de les écouter et de les cautionner sans broncher !), quelques personnes interrompent la séance en criant. Aussi depuis le public s'élèvent maintenant quelques voix, malgré l'ambiance disons... plutôt docile. « *Jamais nous n'accepterons votre prison.* » « *Cette prison, jamais elle ne verra le jour !* » « *C'est ça, la venue d'une prison : des flics partout et des citoyens qui acceptent en subissant la militarisation.* » « *Vous n'avez qu'une seule chose dans vos têtes : des barreaux. Nous voulons la liberté.* » Les architectes et les représentants sont insultés. Plusieurs personnes s'opposent à la manœuvre policière.

Il y en a qui quittent la salle et cela non sans bousculer quelque peu les forces de l'ordre qui étaient là pour protéger les représentants de l'Etat. Un flic en civil tenait à le clarifier devant tout le monde : « *Il n'y a pas de discussion* ». Cette perturbation, c'était donc vraiment la moindre des choses face à cette mise-en-scène politique.

L'invitation à la participation citoyenne à un projet comme celui de construire la plus grande prison de Belgique, une atrocité à tous les niveaux, a deux buts. Premièrement, limiter le champ de l'opposition au projet aux cadres légaux, c'est-à-dire, aux cadres que les autorités décident. Les citoyens peuvent dire qu'ils sont contre et sont alors invités à déposer des recours juridiques, de saisir les élus pour faire pression, voir même exprimer gentiment leurs doutes lors d'une séance comme celle du 30 janvier. Deuxièmement, la participation citoyenne sert de couverture au projet contesté. Elle rend les gens *complices* de leur propre défaite, pire, elle les fait creuser leur propre tombe. Dites quel détail vous voulez changer au projet monstrueux, on en tiendra compte et pour le reste, vous la bouclez. D'ailleurs, le soir après la séance, pas moins de 7 échevins (sur 11) et le bourgmestre de la Ville de Bruxelles se sont déplacés à Haren pour reconforter quelques habitants. Leur dessein étant clair, une autre cargaison de tomates aurait été, à nouveau, vraiment la moindre des choses. Car serrer la main aux responsables politiques revient à enterrer la possibilité d'une lutte directe, auto-organisée et autonome.

En même temps, l'Etat cherche à réduire ce projet à une simple question de mobilité, d'intégration dans le paysage de Haren, d'espaces verts entre les industries, les chemins de fer et le siège de l'OTAN. La construction de la maxi-prison jettera son ombre sur ceux qui habitent autour, mais pas seulement. Elle se jettera aussi sur ceux qui se trouvent à l'intérieur et aux proches des détenus. Elle s'étendra sur tout Bruxelles et même au-delà. Cette question ne concerne donc pas uniquement ou premièrement les habitants de Haren, elle concerne tout le monde et en particulier ceux et celles qui aiment la liberté. Une prison est une atrocité, enfermer quelqu'un sur neuf mètres carrés sera toujours une torture. S'opposer à cette nouvelle prison, s'est aussi au moins se poser la question de la société dans laquelle on vit, une société qui enferme sur une échelle massive, frappant les pauvres, les exclus et les révoltés en premier. Jamais dans l'histoire, des prisons ont rendu la société meilleure ; toujours elles n'ont servi qu'à mettre à l'écart les contradictions qui traversent la société entière et d'enterrer les révoltés. La construction de la maxi-prison est à l'image de ce que le pouvoir compte faire de tout Bruxelles : adapter la ville aux exigences des riches, des capitalistes, des eurocrates et des représentants internationaux.

Les autorités ont décidé d'implanter cette maxi-prison à Haren. Leur décision se base sur la force : elles *imposent* cette maxi-prison. Se leurrer de pouvoir l'empêcher en respectant leurs règles, c'est vraiment se laisser prendre pour des cons. Si l'Etat nous impose une maxi-prison, c'est à travers une *lutte* qu'il faut l'empêcher, et dans la lutte, c'est à ceux qui s'y engagent de déterminer le jeu, pas à l'Etat et ses sbires. Que chacun et chacune qui veut vraiment empêcher cette construction choisisse ses moyens pour tenter de le faire, mais que personne ne vienne nous vendre la participation citoyenne comme un moyen de lutte. L'Etat ne proposera jamais de faire des manifestations sauvages, de bloquer leurs séances de promotion, d'élever la voix et de crier un « non » sans concessions, de harceler sans cesse les responsables de ce projet morbide, de saboter les travaux et les entreprises qui se feront du fric sur le dos de l'enfermement de milliers de personnes, avec la militarisation inévitable qui en découle du village de Haren et du territoire bruxellois. S'organiser sans hiérarchies, sans chefs, sans leaders, sans déléguer ce qu'il y a à faire à qui que ce soit, c'est le défi actuel si nous voulons que la lutte contre la maxi-prison prenne son envol, dans les quartiers de Bruxelles comme dans les prisons déjà existantes, dans les périphéries-dortoirs comme dans ce qui reste encore du village de Haren.